

à l'encontre de son frère royal «qui l'intimidait dès qu'il l'abordait,» (5) le lieutenant du roi n'éprouvait pas encore ces vellétés réactionnaires qu'on lui reconnut plus tard mais, heureusement, pas longtemps. Nous penchons même à croire que le prince Henri n'a pas été étranger au débarquement de Wellenstein et à son remplacement par un homme dont la position neutre était faite pour inspirer confiance à la Chambre, en l'espèce Edouard Thilges.

Voici d'ailleurs comment celui-ci expose les faits qui ont précédé sa

PREMIERE ENTREE AU GOUVERNEMENT (1854-1856).

«En septembre 1854, écrit Thilges, je me trouvais avec ma famille en vacances à Niedersgegen, auprès de mon beau-père Richard. M. Emmanuel Servais, beau-frère de M. Eugène Richard, y vint un jour ; il me communiqua que M. Wellenstein, allait se retirer, et il me demanda si je n'avais pas envie de le remplacer. Ma réponse fut bien simple: je ne me connaissais pas le caractère voulu pour être un homme politique ; je devais rester Magistrat.

«Quelques jours plus tard arriva à Niedersgegen M. Math. Simons. Il me fit part, comme M. Servais l'avait déjà fait, de la retraite de M. Wellenstein, et il me fit l'offre formelle, au nom du Conseil de Gouvernement, de remplacer ce démissionnaire. Je répondis à M. Simons que je devais consulter mon beau-père. Celui-ci, rentré le même jour d'une saison de bains à Aix-la-Chapelle, me conseilla d'accepter l'offre qui m'était faite. J'écrivis à M. Simons que j'accepterais ; je reçus de lui l'avis que je devais me rendre le samedi suivant à Walferdange pour me présenter à Son Altesse Royale, le Prince Henri, qui ne me connaissait pas. Je partis de suite pour Luxembourg et Walferdange. Le prince fut très affable. J'eus avec lui une longue conversation, dans laquelle nous échangeâmes nos vues sur la marche des Services publics, et les principes qui devaient guider l'administration, etc. A la fin le Prince me dit qu'il avait été très content du précédent cabinet Wilmar-Metz, et que ce n'était que par Ordre du Roi que ce cabinet s'était retiré, et que le cabinet Simons avait été installé à sa place. Il me dit aussi qu'il avait des appréhensions graves sur la marche actuelle des affaires publiques dans le Grand-Duché, et qu'il n'approuvait pas tous les actes du nouveau cabinet.»

«De retour chez moi, et réfléchissant à cette dernière communication du Prince, dont la portée m'effrayait, je pris la résolution de refuser d'entrer dans un cabinet mal-vu du représentant du Souverain. Et le lendemain matin j'écrivai tant à Son Altesse Royale, qu'à M. Simons, qu'en présence des déclarations du Prince, je me trouvais dans la nécessité de décliner l'honneur que l'on me faisait.»

«Le Prince avait convoqué d'avance une réunion du Conseil de Gouvernement sous sa présidence. J'y fus appelé. J'y rappelais ce que j'avais cru devoir écrire à Son Altesse Royale et à M. Simons. — M. Simons dit alors que si je n'entrais pas au Gouvernement pour le motif indiqué, tout le cabinet devait se retirer. Le Prince ajouta qu'un tel retrait